



Le 12 février 2013

Lettre ouverte à la rédaction de France 2

Des collectifs citoyens anti-gaz et pétrole de schiste réagissent à l'émission « Envoyé spécial - la suite » du 09 février 2013 intitulé « Energies vertes, l'envers du décor, trois ans après »

Madame, Monsieur,

Les Collectifs contre les gaz et pétrole de schiste tiennent à manifester leur indignation concernant l'émission "Envoyé Spécial" du 9 février 2013 consacré aux énergies vertes.

Nous dénonçons :

- l'orientation grossière et stéréotypée de ce reportage à charge contre les énergies renouvelables (EnR), sans aucune nuance, aucune explication, aucune mise en perspective ;
- l'absence de point de vue contradictoire à celui d'Anne Lauvergeon, pro-nucléaire venant faire la promotion (entre autres) de l'exploration des gaz de schiste en France.

Dans le reportage qui occupe la plus grande partie de l'émission, vous présentez une majorité de témoignages de personnes ayant eu des déconvenues avec l'installation de panneaux photovoltaïques ou celle d'éoliennes : entreprises peu fiables, commerciaux sans scrupules.

Puis, mis à part pour une personne (début du reportage), tous les autres témoignages vont dans le même sens : le photovoltaïque et/ou l'éolien - regroupés sous le terme des EnR - sont présentés comme des énergies peu fiables, non rentables et pas assez puissantes pour couvrir tous nos besoins actuels. A la vue de ce reportage, le téléspectateur pourra donc en conclure que les EnR n'ont été qu'un effet de mode, qu'un rêve peu réaliste, qu'il n'est pas arrivé le temps où elles remplaceront la bonne électricité nucléaire de notre pays.

Suit l'intervention d'Anne Lauvergeon qui appuie le message du reportage (qui pourrait se résumer en "Soyons réalistes, les EnR ce n'est pas encore fiable, ce n'est pas pour demain..."), ne remet évidemment pas en cause le nucléaire, et soutient la cause du gaz de schiste en utilisant les arguments habituels : éviter l'émotion, dédramatiser, être rationnel, aller voir avant d'interdire, faire mieux qu'aux USA (la France est si forte qu'elle fera forcément mieux...), favoriser l'acceptation sociale.

Vous voudriez décourager quiconque de s'intéresser aux EnR, noyer le débat sur la transition énergétique et favoriser la promotion du gaz de schiste que vous ne vous y prendriez pas autrement !

Pourquoi le reportage n'aborde-t-il pas les causes de l'arrêt du développement de la filière photovoltaïque ? C'est fin 2010 que les pouvoirs publics ont décidé de suspendre le tarif de rachat avantageux réservés à ces sources de production d'électricité. Il y a peut-être là un lien avec la disparition brutale de la plupart des entrepreneurs du secteur !

Pourquoi laisser penser que les promoteurs des EnR ont fait croire que la production électrique permettrait l'autosuffisance énergétique à niveau de consommation équivalente ? Comme le préconise l'association négaWatt (entre autres experts), il est d'abord nécessaire de prendre conscience que les énergies fossiles, que l'énergie nucléaire ne disposent pas de réserves infinies, que nous sommes dans une logique de surconsommation, que les EnR sont une solution mais n'ont pas un rôle de substitution aux énergies actuelles, qu'il est conjointement indispensable de mieux consommer l'énergie, de développer l'efficacité énergétique.

Si ces énergies sont si peu fiables, si peu rentables, alors pourquoi AREVA investit massivement dans l'éolien on et off shore ?

AREVA est sur le point de devenir un ou peut être même LE leader Européen de la spécialité. L'énergie nucléaire commencerait-elle à faire tâche ? Les difficultés géostratégiques du Niger et les projets au Mali pour lesquels personne n'est dupe, posent-ils un sérieux problème d'approvisionnement !? A moins tout simplement qu'ayant vu venir le vent, l'entreprise nous expliquera bientôt que les énergies propres c'est elle bien sûr !

Tous les lobbies pétrolier, électrique, gazier, nucléaire, temporisent pour permettre aux grands groupes de se partager le marché des EnR. AREVA, ALSTOM, EDF, SUEZ, TOTAL s'orientent vers le solaire, l'éolien, la biomasse, les hydroliennes en rachetant à moindre coût, des entreprises concurrentes (la Compagnie du vent, Vergnet, Photowatt...). Est-ce idiot de penser qu'ils ont compris où était l'avenir ? Ils veulent surtout garder leurs monopoles ! Un monopole des multinationales prédatrices sur toutes les ressources vitales de l'humanité qui remplace celui d'un l'Etat monopolistique et gaspilleur.

Enfin, au sujet des gaz et pétrole de schiste (GPDS), nous disposons, contrairement à Mme Lauvergeon, de très nombreuses sources authentifiées, dont certaines issues de documents des foreurs eux mêmes, qui démontrent que :

- l'exploitation des GPDS, quelle que soit la technique employée, est extrêmement polluante, notamment de manière irréversible sur la ressource en eau potable ;
- le taux de fuite des puits classiques (conventionnels) varie de 5% à 50% selon leur âge : qu'en sera-t-il des puits sollicités par fracturation hydraulique ?
- l'exploitation et la consommation des hydrocarbures fossiles augmentent les émissions de CO2 et aggravent le réchauffement climatique ; quid de la réduction des gaz à effet de serre ?

Quant à l'acceptation sociale prônée par Mme Lauvergeon, ce n'est qu'une démarche visant à rendre acceptable des choses qui ne le sont pas, notamment en laminant et en décourageant la masse silencieuse des citoyens !

La nomination d'Anne Lauvergeon comme co-pilote du Conseil National du Débat sur la transition énergétique augure mal de l'avenir qu'on nous réserve. (Greenpeace a quitté ce débat à cause de sa présence, entre autres). On pourrait aussi parler de lobbying, car le CV de Mme Lauvergeon (1), et notamment sa direction de l'UIMM dont on connaît la puissance, ne laisse aucun doute sur la pression qu'elle peut faire peser dans les débats...

Nous demandons donc un droit de réponse légitime au médiateur de votre chaîne ! N'est elle pas du service public ?

Non aux énergies fossiles, Ni ici, Ni ailleurs, Ni aujourd'hui, Ni demain !

Premiers signataires : Collectif citoyen Ile-de-France « non aux gaz et pétrole de schiste », Collectif « Cause Méjean - Gaz de schiste NON ! » (48), Collectif « Huiles de schiste non merci » Carmen (02), Collectif « Non au Pétrole et Gaz de schiste » Bocage gâtinais (77), Collectif du Pays Fertois (77), Collectif Briard (77), les Collectifs Isère (38), Inter-collectif 22 septembre sud, Collectif Cigalois (Saint-Hippolyte-du-Fort Gard, 30), Collectif ALDEAH.

Contact : collectif-citoyen-idf-non-aux-gpds@lists.riseup.net

(1) CV de Anne Lauvergeon :

<http://www.lesechos.fr/economie-politique/france/carnet/0202422564039-anne-lauvergeon-516576.php>